Initiatives parlementaires

oeuvre un certain nombre de projets dans la zone des sources d'alimentation des lacs afin d'améliorer les habitats en eau froide offerts par nos cours d'eau.»

Je pourrais continuer, mais je voulais citer ce passage de la lettre. Il s'agit d'un groupe de gens qui veut apporter une contribution au processus. Il a été temporairement écarté, mais j'espère que le gouvernement provincial sera assez sage pour sauver la moraine d'Oak Ridges qui est vitale pour nous tous et j'espère aussi qu'il tiendra compte des connaissances non seulement du gouvernement fédéral, mais aussi de celles de l'Office régional de protection de la nature du lac Simcoe afin d'élaborer un plan efficace qui nous sera profitable à nous tous ainsi qu'aux prochaines générations.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de York—Simcoe d'avoir présenté cette importante motion à la Chambre, motion qui se lit comme suit:

[...] le gouvernement devrait s'engager à entamer des négociations avec le gouvernement de l'Ontario pour préserver la moraine d'Oak Ridges et pour empêcher que ne s'aggravent la pollution et la contamination par des produits toxiques des formations aquifères alimentant le lac Ontario.

C'est une motion très importante et je suis certain, qu'à la réflexion, le député prendra conscience qu'elle marque le début d'une très longue lutte à laquelle il devra prendre part. J'en sais quelque chose.

Il y a presque 15 ans, je me suis lancé avec d'autres dans une longue bataille pour protéger le région de Moresby-Sud, qui se trouve dans ma circonscription; après de nombreuses tractations, la Chambre fut saisie d'une résolution proposant de donner à cette région le statut de parc national qu'elle a aujourd'hui.

C'est le début d'une longue lutte mais je pense que certains des éléments nécessaires à son succès sont déjà en place. En juin dernier, cette Chambre a, pour la première fois, adopté à l'unanimité une résolution tendant à protéger et à préserver 12 p. 100 de la superficie terrestre et des étendues d'eau du Canada.

Le région dont il est question aujourd'hui mesure 1 500 milles carrés et répond bien aux critères de cette résolution. C'est une façon de voir les choses assez révolutionnaire, très différente de celle qui nous a donné nos parcs nationaux. C'est en 1885 que fut créé, grâce à l'esprit incroyablement visionnaire de nos ancêtres, le parc national de Banff. À cette époque, et encore maintenant dans certains cas, nous délimitons une superficie

donnée en déclarant que tout ce qui se trouvait à l'intérieur de ces limites constituait dorénavant un parc national et serait protégé comme tel. Les provinces et les territoires ont suivi la même voie.

Grâce, en grande partie, à la Commission Bruntland constituée par les Nations Unies, le monde et le Canada ont une bien meilleure idée du genre de planification de l'utilisation des sols—planification intégrée par région—qui est nécessaire au maintien de l'intégrité écologique de la masse terrestre que nous devons préserver non seulement pour nous mais aussi pour les générations à venir.

La région qui préoccupe le député de York-Nord et qui va de l'escarpement du Niagara à l'ouest jusqu'à la région de Trenton à l'est, en fait jusqu'à la rivière Trent, est d'une importance capitale.

• (1140)

En effet, c'est là que prennent leur source les rivières Rouge, Don, Humber, Holland, Nottawasaga et Ganaraska. J'espère avoir prononcé leur nom correctement mais étant originaire de Colombie-Britannique, je ne suis pas expert en la matière.

Ces rivières se déversent dans le lac Simcoe, le lac Ontario et la baie Géorgienne et finalement, bien entendu, dans les Grands Lacs inférieurs dont 45 millions d'entre nous boivent les eaux.

Cette région revêt donc une importance capitale. Nous savons que cette région joue non seulement le rôle d'éponge en permettant aux eaux résiduaires de couler en quantité suffisante pendant toute l'année afin de protéger l'écologie et tous ces réseaux hydrographiques provenant de la source, mais aussi celui d'excellent filtre organique pour toutes les eaux de cette immense région.

Nous avons entendu les deux orateurs précédents parler des problèmes, de l'incroyable absence de coordination entre les paliers de gouvernement et les promoteurs du secteur privé. Nous savons que cela va exiger de la coordination de la part de l'État canadien. Mon collègue de York-Nord a très bien indiqué dans quel genre de cadres législatifs nous pouvons agir pour faciliter les choses.

Il faut que l'État canadien nomme des négociateurs qui puissent remplir ces rôles fédéraux. Je le demande aujourd'hui à Bob Rae, premier ministre de l'Ontario et à Ruth Grier, ministre de l'Environnement, pour faire un